

Le Point, 6 décembre, libre accès

Après la censure de Barnier, Moody's va-t-elle baisser la note de la France ?

L'agence de notation a réagi à la chute du gouvernement de Michel Barnier. Elle s'inquiète de ses conséquences sur la politique de désendettement de la France.



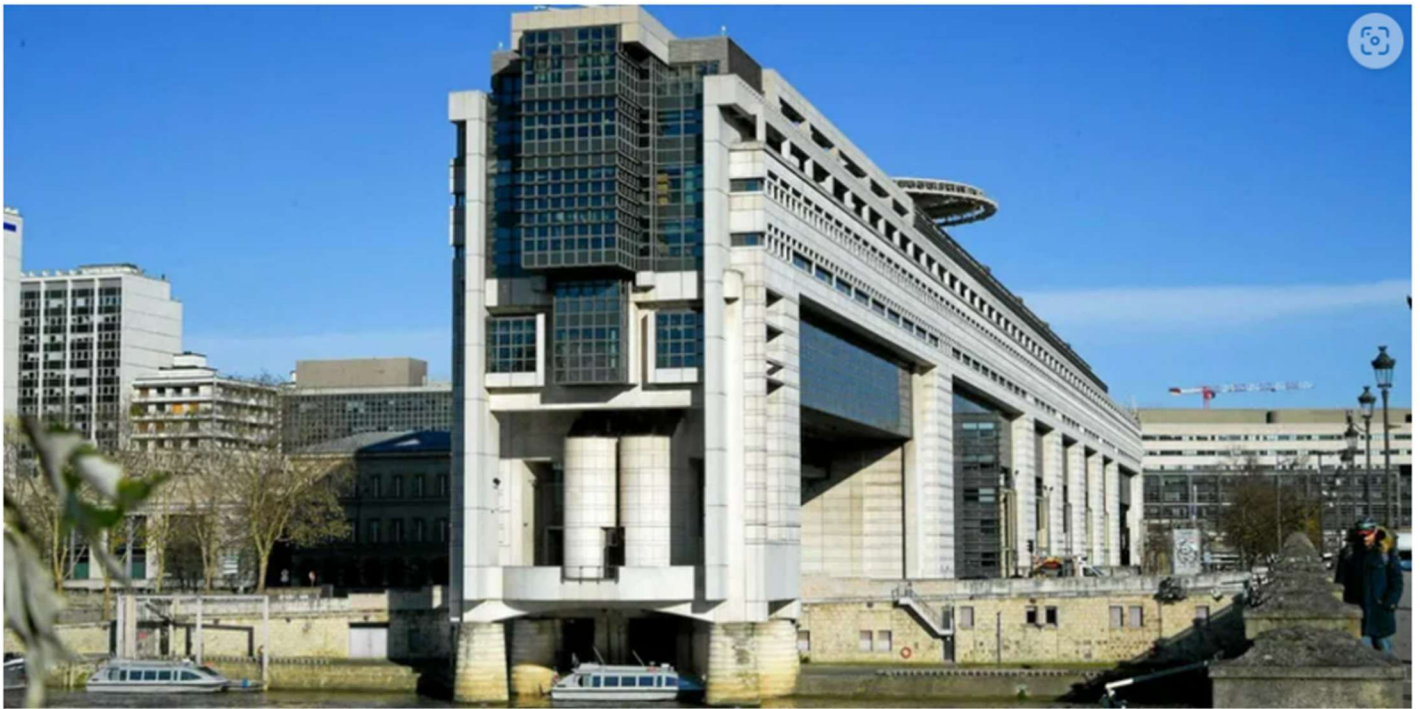
La chute du gouvernement Barnier « réduit la probabilité d'une consolidation des finances publiques » de la France, estime l'agence de notation Moody's. © Guerin Charles - Abaca

https://www.lepoint.fr/economie/apres-la-censure-de-barnier-moody-s-va-t-elle-baisser-la-note-de-la-france-05-12-2024-2577200_28.php?at_variante=Community%20Management&at_creation=Twitter&at_campaign=Page%20Twitter%20Le%20Point&at_medium=Social%20Management

Le Point, 5 décembre, libre accès

Qu'est-ce que la « loi spéciale », qui pourrait être votée en l'absence de budget ?

La « loi spéciale » vise à garantir un fonctionnement minimal de l'État en l'absence de budget. Mais pas sûr qu'elle évite une hausse d'impôt pour plus de 17 millions de Français.



https://www.lepoint.fr/politique/qu-est-ce-que-la-loi-speciale-qui-pourrait-etre-votee-en-l-absence-de-budget-05-12-2024-2577184_20.php?at_variante=Community%20Management&at_creation=Twitter&at_campaign=Page%20Twitter%20Le%20Point&at_medium=Social%20Management

L'Express, 4 décembre, article payant

"Si la France refuse de s'engager dans des réformes sérieuses..." : le scénario choc d'un économiste irlandais

Idées. L'instabilité politique qui règne en France et l'incapacité à mettre en œuvre même des réformes d'ampleur modestes sur le plan des finances publiques sont des signaux très alarmants, assure le chercheur Eoin Drea. Qui n'exclut pas que tout cela débouche sur "une crise majeure au sein de la zone euro".

Extraits:

L'Express : Une dette astronomique, un déficit commercial qui se creuse... Le tout dans un contexte politique et budgétaire incertain. La France devient-elle l'homme malade de l'Europe?

Eoin Drea : La situation économique de votre pays est particulièrement intéressante. Comparée à l'Allemagne, la France s'est distinguée par des choix judicieux en matière d'énergie au cours des dernières décennies. Elle a développé un système nucléaire performant, ce qui lui a permis de maintenir des coûts énergétiques bas, un avantage crucial pour son industrie par rapport à l'Allemagne. Votre pays a également investi massivement dans ses infrastructures de transport, ce qui constitue un autre point fort en comparaison avec votre voisin allemand. Donc, à bien des égards, la France peut être perçue comme l'une des économies les plus solides d'Europe, car elle dispose de ces piliers sur lesquels elle peut vraiment s'appuyer. Vu de l'étranger, on a l'impression qu'Emmanuel Macron a réellement transformé l'image de son pays, à nouveau attractif pour les affaires et les investissements.

Mais cela ne suffit pas. En effet, la situation ne tourne vraiment pas rond au niveau des dépenses publiques et du déficit. Il suffit de regarder de près les propositions de Michel Barnier qui paraissent relativement modérées d'un point de vue économique. Son objectif, à savoir ramener le déficit à 3 % d'ici 2029, est loin d'être radical! Nous ne sommes pas devant un Premier ministre prêt à "prendre une hache" pour réduire drastiquement les dépenses publiques. Toutefois, si le RN de Marine Le Pen provoquait la chute du gouvernement français

comme annoncé ou si les marchés venaient à estimer qu'aucun plan réaliste n'existe pour réduire le déficit, cela pourrait déclencher une crise majeure au sein de la zone euro.

Dans quelle mesure une crise économique en France peut-elle avoir de lourdes répercussions sur l'ensemble de la zone euro?

Eh bien, la France, ce n'est pas la Grèce. On parle ici de la deuxième plus grande économie d'Europe! La crise grecque était très grave, mais elle pouvait être contenue simplement en raison de la taille de son économie. Et il y avait une volonté politique à Paris et à Berlin de maintenir la Grèce dans la zone euro. Une crise économique en France, en revanche, représenterait un défi majeur pour l'avenir de la zone euro. Si Michel Barnier échoue, les marchés financiers pourraient remettre en question la stabilité de la région. Actuellement, cette cohésion repose en grande partie sur la politique de la Banque centrale européenne (BCE), prête à intervenir en achetant des obligations françaises en cas de crise majeure. Cependant, le niveau d'endettement de la France est considérable, et un soutien financier prolongé de la Banque centrale européenne ne serait pas viable à long terme sans réformes politiques significatives perçues par les marchés. Le rôle de la BCE en tant que filet de sécurité ne peut être efficace qu'à court terme, à moins que les marchés ne perçoivent également des réformes substantielles en France. Sur ce point, cette dynamique rappelle la situation de la Grèce, où des réformes substantielles ont été nécessaires pour restaurer la confiance des investisseurs.

Étant donné votre connaissance de l'économie française, quelle feuille de route donneriez-vous pour réduire certaines dépenses et mettre en place des politiques adaptées?

La France devrait déjà s'abstenir d'augmenter encore les taux d'imposition, qui sont déjà parmi les plus élevés en Europe. (...)

Selon le Baromètre des décideurs (L'Express-Viavoix-HEC-BFM Business) publié le 26 novembre dernier, 53 % des Français privilégient les coupes budgétaires pour assainir les comptes publics plutôt que les hausses d'impôts. Comment convaincre les 47 % restants?

L'argument, particulièrement éclairant lorsqu'on compare la France à l'Allemagne, repose sur une différence cruciale : bien que l'Allemagne a ses propres défis, comme la nécessité de se détourner de la Chine et les questions énergétiques, son ratio dette/PIB, qui s'élève à environ 65 %, lui offre une réelle marge de manoeuvre. Ainsi, l'Allemagne, au cours des prochaines années, ne subira pas de pression financière significative de la part des marchés financiers. Elle peut investir par exemple 2 % de son PIB par an pendant les dix prochaines années pour réorienter son économie, moderniser ses infrastructures et ouvrir de nouveaux marchés d'exportation.

En revanche, des pays comme la France, l'Italie ou la Belgique, qui ont un niveau d'endettement bien plus élevé, se trouvent dans une situation beaucoup plus contraignante. Ils n'ont pas le même accès à des liquidités à faible coût pour investir dans la croissance, et leur dette plus importante les expose à des taux d'intérêt bien plus élevés lorsqu'ils doivent emprunter. Ce manque de flexibilité financière peut rapidement engendrer un cycle vicieux : une croissance anémique, un endettement croissant, et un pouvoir d'achat qui stagne ou même recule en comparaison avec des économies dynamiques comme celle des États-Unis.

D'après vous, la France, mais aussi l'ensemble de l'Europe devraient s'inspirer de la Grèce pour sa dette et appliquer les mêmes recettes... Pensez-vous vraiment que les Français soient prêts à accepter la cure d'austérité imposée aux Grecs au début des années 2010.

C'est une question qu'on se pose souvent à Bruxelles [*Rires*]. À mon avis, l'expérience grecque offre des enseignements précieux. Premièrement, les réformes de type "big bang" - rapides et brutales - ne sont ni politiquement ni socialement viables. La crise grecque l'a montré clairement, notamment dans ses premières années où le niveau d'austérité imposé était tout simplement insoutenable. (...)

La deuxième leçon, tout aussi importante, est que les réformes doivent être pensées sur le long terme. En Grèce, la transformation économique et structurelle s'étend désormais sur plus d'une décennie. (...)

Vous semblez plus inquiet pour la France que pour l'Allemagne qui elle aussi n'est pas en très grande forme...

Oui. Principalement parce que je pense qu'une grande partie des problèmes de l'Allemagne sont psychologiques. L'attachement des Allemands au frein à l'endettement est profondément ancré, notamment pour des raisons historiques, mais il est probable que ce paradigme évolue après les prochaines élections fédérales. Les pressions économiques et structurelles forceront les Allemands à investir davantage, car ils n'auront tout simplement pas d'autre option.

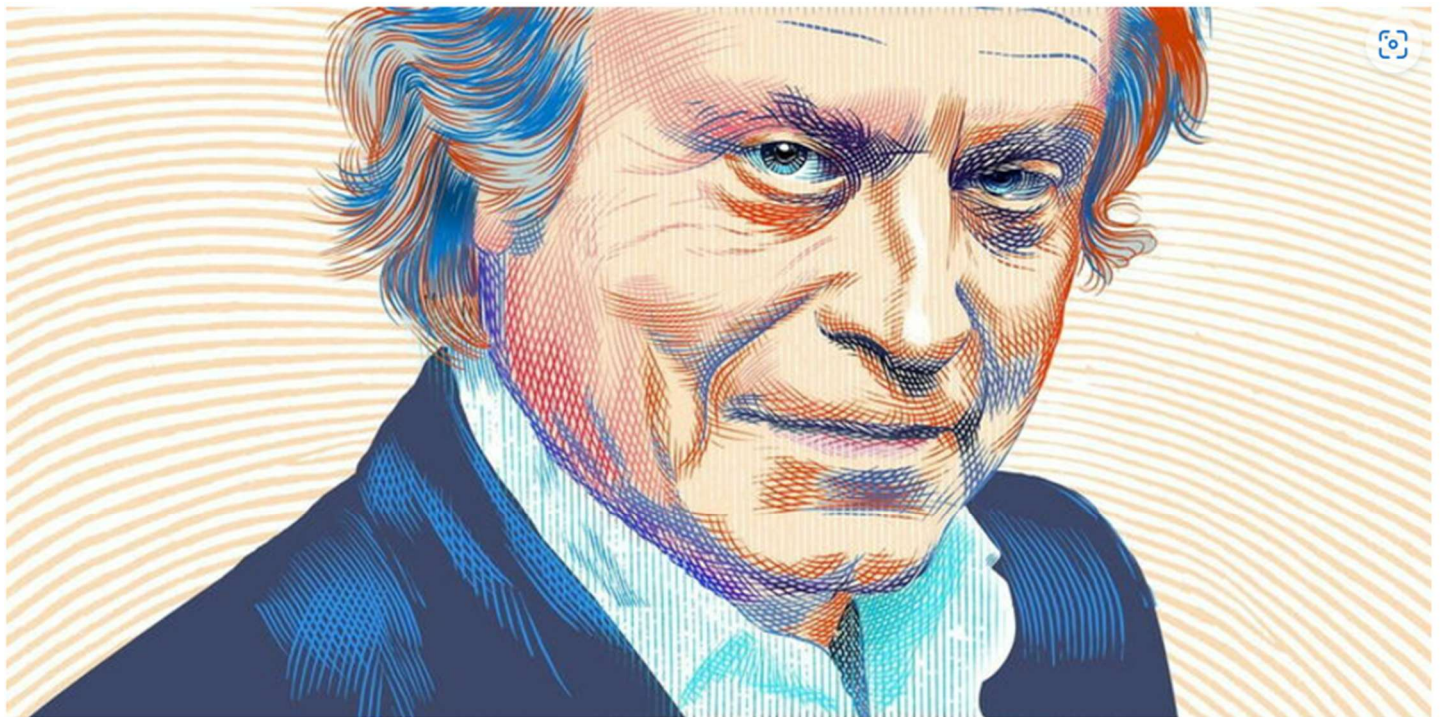
Si l'on compare les économies de la France et de l'Allemagne à travers, disons, dix grands secteurs ou autres aspects, la France obtiendrait de meilleurs résultats en matière d'énergie, d'ouverture aux affaires, de transports publics, de services publics, etc. Cependant, ces forces ne peuvent se maintenir à long terme sans une stabilité budgétaire solide. (...)

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/si-la-france-refuse-de-sengager-dans-des-reformes-serieuses-le-scenario-choc-dun-economiste-RUUBFWT3OFEGFJNWKOCHJEKCM/>

Le Point, 4 décembre, article payant

Le syndrome du canard sans tête

L'ÉDITO DE FOG. Le meilleur comme le pire. La France est capable de reconstruire la charpente d'une cathédrale médiévale en cinq ans, mais pas de prendre des mesures fiscales pertinentes pour sortir de la spirale de la dette.



Le syndrome du canard sans tête

Extraits:

La France n'est pas celle que vous croyez : au moment où la cathédrale Notre-Dame de Paris est rendue à elle-même, cinq ans après l'incendie, comme promis, notre pays a donné, à l'Assemblée nationale, le spectacle d'un pays divisé comme jamais, rongé par les haines et les chimères comme par des puces.

Nous autres Français venons de donner une nouvelle preuve que nous sommes meilleurs et pires qu'on le pense. Alors que 2 000 artisans du bois, du métal et de la pierre avaient fini de [reconstruire la cathédrale à l'identique dans le temps qui leur était imparti](#), une prouesse inouïe, les 577 députés avaient échafaudé un projet de budget qui ressemblait à une pièce montée, le gâteau de mariage de l'impéritie et de la honte. (...)

Thomas Sowell, le grand économiste afro-américain, a tout dit sur ce phénomène dans son célèbre manuel, « Économie basique » (1), enfin paru cette année en France. Dans cet ouvrage de vulgarisation, celui qui fut le

penseur de Reagan montre, exemples à l'appui, qu'un taux d'imposition plus élevé ne se traduit pas nécessairement par une hausse des recettes fiscales. Quant aux baisses d'impôts, elles peuvent, elles, contrairement à la légende, rapporter gros. « *En Irlande, observe ainsi Sowell, lorsque le taux d'imposition sur les sociétés a été progressivement ramené de 45 % à 18 % entre 1991 et 2001, les recettes fiscales ont triplé.* » Pour être contre-intuitif, ça n'en est pas moins établi.

Dans un pays où l'économie est souvent ravalée au rang de sous-idéologie marxiste niveau maternelle, ce sont des choses qu'on ne peut pas entendre ni comprendre. À moins de les parquer derrière des barbelés, les patrons ou les riches sont mobiles, ils changent de pays, de type de placement, pour échapper au fisc. La fiscalité doit anticiper les réactions des contribuables. Puisse la droite oser un jour rompre, sur ce plan, avec la gauche punitive et réinventer une fiscalité intelligente, sans semelles de plomb.

1. *Économie basique. Guide de bon sens en matière économique, de Thomas Sowell (Valor, 900 p., 32,90 €).*

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/le-syndrome-du-canard-sans-tete-04-12-2024-2577096_32.php?at_variante=Community%20Management&at_creation=Twitter&at_campaign=Page%20Twitter%20Le%20Point&at_medium=Social%20Management

Wall Street Journal, Opinion, 3 décembre, article payant

Is France Now Greece on the Seine?

Markets fret about a budget crisis, but slow economic growth is the underlying problem.

Extraits:

Investors are fretting that France may be on the verge of triggering a new eurozone crisis, and the amazing thing is that it took this long for everyone to notice that the country's public finances, and its economy, are a mess.

We don't mean to make light of the worry gripping markets in recent days as the National Assembly has failed to pass a budget. (...)

But it's strange that this should happen as a result of the failure of a budget plan that's largely illusory anyway. (...)

Mr. Macron's job is safe, but Mr. Barnier's isn't. (...)

Brussels technocrats and many investors are worried about the details of the Barnier budget, on the theory that he could reduce France's projected fiscal deficit of 6.1% of GDP this year to something nearer the eurozone's 3% annual target by 2029. But Mr. Barnier mostly tinkered around the edges with adjustments to inflation-indexation of pensions and the like. Some of his proposed tax increases, such as on electricity, couldn't survive the National Assembly, while many others (including wealth and corporate taxes that may be more popular) would be awful for economic growth.

Which, as ever, is the real crisis. Economic growth has underperformed for years and unemployment remains persistently high. Mr. Macron's reform agenda, especially concerning labor laws, helped for a time. Then the pandemic hit, and France never quite recovered. (...)

Many investors and the media-Brussels industrial complex fret that the budget bust-up will empower Marine Le Pen of the insurgent-right National Rally, or the various unsavory leftist politicians who make up the New Popular Front—none of whom care about EU fiscal strictures. But that already happened when those parties gained in the election. The budget fiasco is a symptom of France's political crisis, which is an outgrowth of its economic malaise. (...)

Will this mess explode into a eurozone crisis akin to the disasters of 2010? Volatility is dangerous in such an unhealthy economy when any number of things can break suddenly. It doesn't help that this is happening at the center of the eurozone rather than edges such as Greece, Ireland, Portugal and Spain.

The fix, as in those countries, would be an agenda that gets the economy growing again. No one in Paris seems to have such ideas, and that's the biggest crisis of all.

https://www.wsj.com/opinion/france-budget-michel-barnier-emmanuel-macron-marine-le-pen-d6ff3148?mod=hp_opin_pos_5#cxrecs_s

The Financial Times, Opinion, 3 décembre, article payant

Le Shutdown: a budget rejection would hit France's credibility with investors

Markets hate uncertainty and the stakes in the current constitutional turmoil could not be higher



Prime Minister Michel Barnier might have to deploy the 'take it or leave it' constitutional procedure, article 49.3, which enables the government to override lawmakers © Michel Euler/AP

Extraits:

Markets are so used to dealing with recurring fears of shutdowns in Washington that US government bonds sometimes rise amid such tensions, even if only because Treasuries are seen as a haven in times of turmoil. But markets are not likely to grant France such largesse if a current stand-off over the national budget leads to its rejection by parliament. We have had a foretaste of a possible reaction with the spread on yields on French government over German debt widening out to the highest levels since the Eurozone crisis. At one point, yields on benchmark French bonds briefly rose above those of Greece. (...)

What would happen if the budget was rejected? There is considerable legal debate in France around this — and this is the first major problem. Markets hate murky scenarios. If no one can clearly explain what the process is to get through this with state expenses being paid, this is a concern. (...)

Obviously, the political cost of rejecting budgets will increase with the fear of payment default, but with political shenanigans ongoing, the risks and stakes are high. (...)

I also do not think that the European Central Bank or the European Commission would change course. The commission has backed the proposed French budget, and I do not expect it to formally comment until a new one is fully adopted by parliament. *As for the ECB, the final arbitrator of Eurozone government bond markets, shutdown fears would provide a rationale for market intervention and support for bond prices. But the ECB could very well wait for a little volatility to help French politicians get their act together before stepping in.* (...)

Investors are a different story. Long-term, “real-money” investors in double A-rated government bonds (think life insurance companies, Japanese banks and so on) hate uncertainty. They want boring, predictable returns. And short-term, speculative investors love to play on those fears and bias. The main issue with a failed budget will be the sheer complexity of the situation. (...)

So let us not fool ourselves: heading into the new year without a budget, and with a caretaker government trying to explain that debts will be paid somehow, will remind the French people of a famous quote in Mathieu Kassovitz’s film, *La Haine*, telling the story of a man falling from a 50-storey building: “So far, so good. But what matters is not the fall, it’s the landing.” The good news is that the EU has always been better at managing the landing than the fall.

<https://www.ft.com/content/9d49184a-1165-4414-b1e9-7d07d7bce994>

The Financial Times, 3 décembre, article payant

Is France heading for a Greek-style debt crisis?

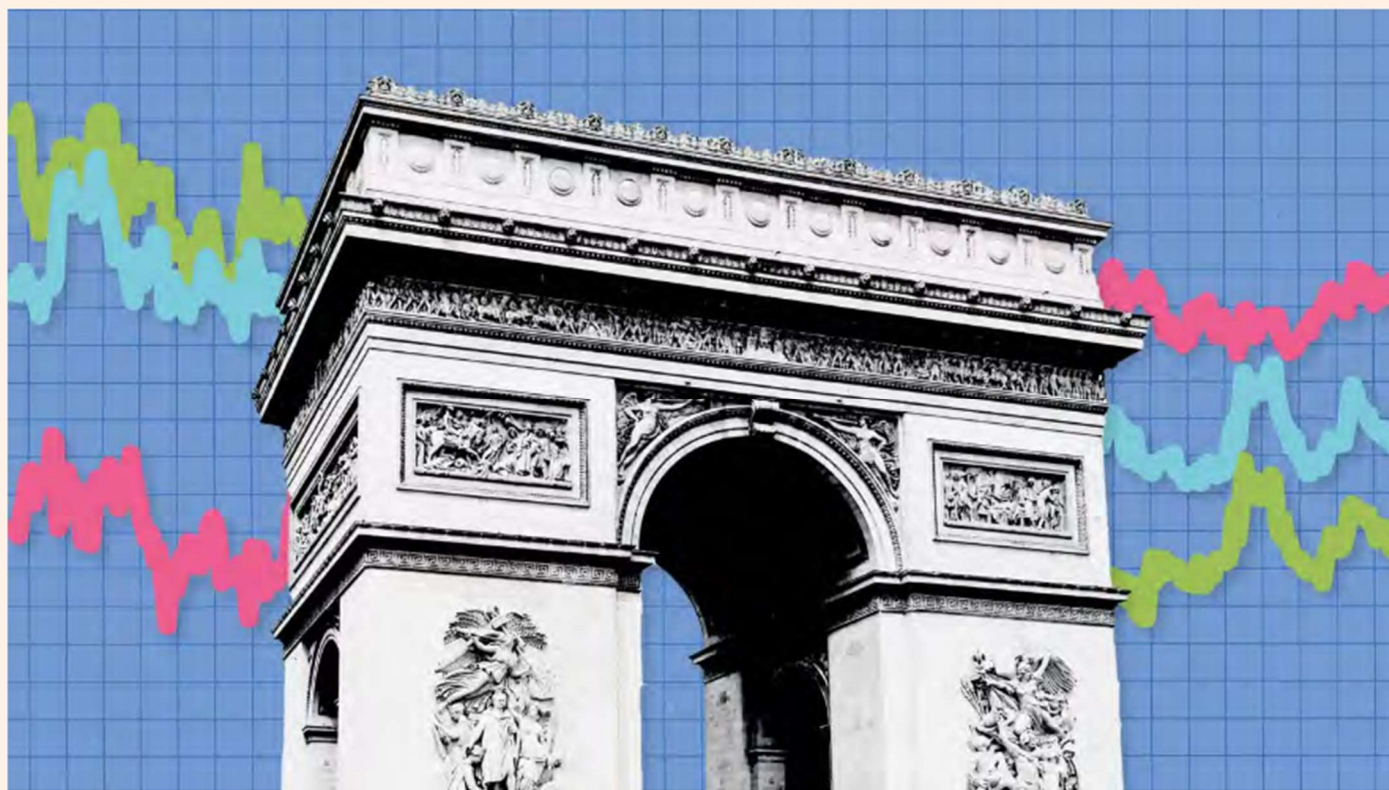
Investors have been rattled by political paralysis and parlous public finances

French economy

+ Add to myFT

Is France heading for a Greek-style debt crisis?

Investors have been rattled by political paralysis and parlous public finances



The government is struggling to pass the budget because it has no absolute majority, meaning it must negotiate with the far-right Rassemblement National or the leftwing Nouveau Front Populaire © FT montage/Getty Images

Extraits:

France’s borrowing costs have surpassed those of Greece as investors fret about the French government’s ability to pass a deficit-trimming budget — and its ability to survive at all. The far-right Rassemblement

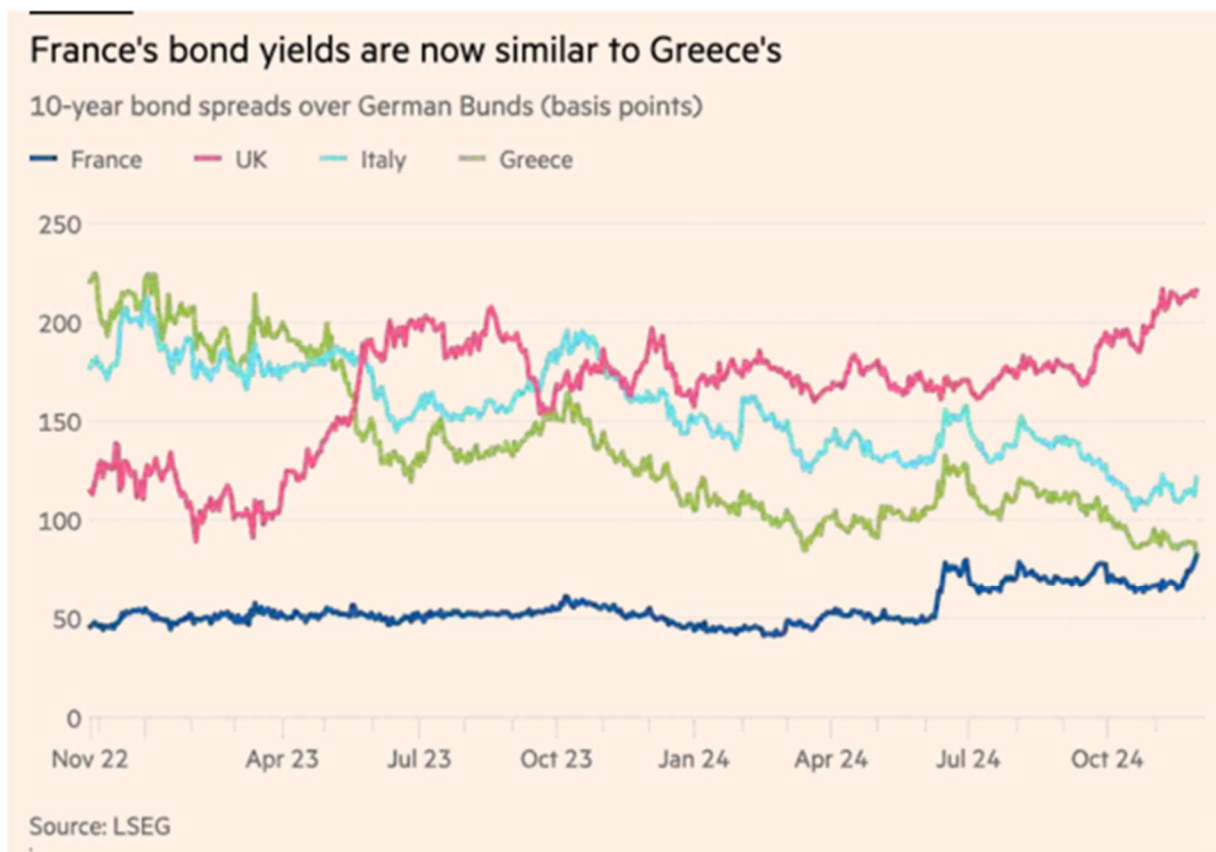
National, led by Marine Le Pen, has threatened to back a censure motion against the government as soon as next week unless its demand for changes to the 2025 finance bill are met.

Prime minister Michel Barnier responded by dramatising the situation in the hope that his opponents will back down or risk being blamed for market chaos. He earlier this week warned of “a big storm” on financial markets if his minority government was toppled.

Government spokesperson Maud Bregeon said France was facing a possible “Greek scenario”.

“For the moment, it is a complete exaggeration,” said Éric Heyer, an economics professor at Sciences Po.

France has full access to debt markets. It raised €8.3bn on Monday. The 10-year yield on French government debt stands at some 3 per cent. At the height of its debt crisis, the yield on Greek debt climbed above 16 per cent. The Greek economy had cratered, made worse by punishing austerity measures, and Athens engaged in a bitter fight with Berlin and Brussels over the terms of a Eurozone bailout. (...)



Nonetheless, investors are rattled by the combination of political paralysis and parlous public finances. The public deficit is likely to hit 6.2 per cent of GDP and Paris is under pressure from the markets and the EU to take corrective action. (...)

The difficulties in passing the budget do not bode well for the long-term survival of Barnier’s government or the future governability of France.

France's public debt to GDP ratio has been rising for many years

General government net debt, as a % of GDP



Source: IMF

Ultimately, prolonged paralysis is likely to heap pressure on Macron to resign to allow for a political reboot through a fresh presidential election. Bristielle said: "I'm not sure that leaving power is at the centre of his strategy. Nevertheless, he has shown that he can surprise us, to say the least."

<https://www.ft.com/content/a3dc5b2b-3061-48fe-8961-75081e2cc7cc>

Le Figaro, 3 décembre, article payant

Antoine Foucher : «Les gens qui ne travaillent pas ou plus vivent mieux que ceux qui travaillent»

ENTRETIEN - Dans un essai stimulant, Sortir du travail qui ne paie plus, le spécialiste des questions sociales* fait le constat d'un changement de paradigme majeur dans la société française : il n'est plus possible d'augmenter son niveau de vie en travaillant.

**Antoine Foucher est un ancien directeur de cabinet de la ministre du Travail de 2017 à 2020, il dirige aujourd'hui le cabinet Quintet.*



Extraits:

LE FIGARO. - Vous écrivez que, entre 1950 et 1970, le pouvoir d'achat a évolué de 4 % à 6 %, et que le niveau de vie moyen a doublé. Aujourd'hui, pour la première fois, travailler ne permet plus à la grande majorité des travailleurs de changer de vie. Est-on arrivé à un point de bascule ?

ANTOINE FOUCHER. - Je le crains. Et ce, pour deux raisons : l'une relève du passé, l'autre concerne le futur. La raison passée, c'est que la dynamique qui a duré 60 ans, pas 30 - car mon livre n'est pas nostalgique des [Trente Glorieuses](#) - est finie depuis quinze ans. Le fait que cette situation dure écarte l'hypothèse qu'elle ne serait qu'une parenthèse : nous avons basculé dans une autre époque.

La raison future, c'est la démographie et la transition énergétique, [autrement dit le vieillissement de la population](#) conjugué à la nécessité d'investir en tenant compte de l'objectif de décarbonation. Il ne s'agira pas de produire plus et mieux, mais de produire autant, tout en consommant moins de carbone. Donc le niveau de vie pourra augmenter encore un peu, mais dans une moindre mesure. De ce point de vue là, oui, nous avons changé d'époque. (...)

Le désinvestissement vis-à-vis du travail vient-il seulement du fait que le travail ne « paie plus » ?

Une étude de l'Insee révèle que 60 % d'une génération a au moins un niveau bac + 2. Or, dans la structure de l'économie française, 55 % des emplois sont configurés pour des profils ayant le bac ou un diplôme inférieur. Une partie des jeunes est donc formée pour des emplois qui n'existent pas en termes de qualification. Ce décalage entre la qualification et l'offre d'emploi entraîne une frustration qui participe, dès le plus jeune âge, au sentiment d'injustice et au désinvestissement vis-à-vis du travail.

Par ailleurs, il y a un décalage entre le contenu de ce que les jeunes apprennent et ce dont ils ont besoin dans les entreprises. Et ce décalage a un impact sur la productivité et, *in fine*, sur le salaire. En France, on peine à distinguer niveau de qualification et niveau de longueur d'études. (...)

Peut-on imaginer que l'on se dirige vers une sorte de grande apathie collective plus que vers une multiplication des conflits sociaux ?

Qu'est-ce qui fait que nous n'aurons pas le destin du Portugal du XV^e ou l'Espagne du XVI^e siècle ? Je ne veux pas croire que nous, Français, nous résoudrons à rester un peuple de consommateurs, de moins en moins libres et à la traîne des évolutions techniques et économiques dans le monde.

J'essaie de tordre le cou à ce qui a longtemps prévalu, à gauche en tout cas, comme l'idéal collectif d'une société libérée du travail, car cet idéal nous plombe. Dans le paradigme des Trente Glorieuses, il y a aussi le fait qu'on vivra de mieux en mieux, en travaillant de moins en moins, grâce à un travail plus productif. Mais il faut sortir d'une analyse sous-jacente qui verrait le travail comme une aliénation. J'essaie de proposer un autre idéal collectif : celui d'une société dans laquelle chacun choisirait son travail. C'est moins ambitieux que la vie après la mort ou le progrès matériel infini, mais cela a le mérite d'être à portée de mains.

https://www.lefigaro.fr/vox/economie/antoine-foucher-les-gens-qui-ne-travaillent-pas-ou-plus-vivent-mieux-que-ceux-qui-travaillent-20241129#:~:text=*Antoine%20Foucher%20est%20un%20ancien,aujourd'hui%20le%20cabinet%20Quintet.&ext=LE%20FIGARO.,de%20vie%20moyen%20a%20doubl%C3%A9

Der Spiegel, 3 décembre, article payant

Frankreichs populistische Politik und finanzielles Risiko gefährden Europa

Frankreich schiebt 3,2 Billionen Euro an Schulden vor sich her. Gestiegene Zinsen und eine aus den Fugen geratene Politmaschinerie gefährden die finanzielle Stabilität. Und jetzt könnte noch die Regierung stürzen.



Frankreichs Premier Michel Barnier: Möglich, dass in Frankreich bis Weihnachten die Regierung per Misstrauensvotum aus dem Amt gestimmt wird Foto: Julien de Rosa / AFP

Lisez l'article en PDF : <https://kinzler.org/wp-content/uploads/2024/12/3-decembre.pdf>

<https://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/frankreich-gefaehrliche-spirale-aus-schulden-und-steigenden-zinsen-droht-a-765babaf-e397-4446-8de3-bc72aa3fd9dc>

Jean-Eric Schoettl: «49,3, censure, ordonnances... Comment échapper à une France sans budget ?»

TRIBUNE - Alors que plusieurs options sont sur la table pour permettre au gouvernement d'adopter le budget 2025, l'heure est à la responsabilité pour tous les partis politiques, estime l'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel.



«Le gouvernement pourrait, dès le 2 décembre, plutôt que d’engager sa responsabilité, constater que le délai de 50 jours prévu par l’article 47-1 de la Constitution est expiré et dessaisir le Parlement de la LFSS» Kevin Coombs / REUTERS

Extraits:

À l’heure où ces lignes sont écrites, la question n’est plus de savoir si le gouvernement sera censuré avant la fin de l’année, mais à quelle occasion : loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) ou loi de finances ? (...)

Et quelle alternative politique à peu près viable y a-t-il à l’actuel socle commun ? Une alliance entre la macronie et les socialistes est une illusion : d’abord, parce que les socialistes veulent en finir avec la politique de l’offre, ADN et succès du macronisme (il n’y en a pas tant que cela) ; ensuite, parce qu’une telle alliance ne suffirait pas quantitativement à compenser la défection des LR et de l’aile droite du camp présidentiel ; enfin, parce qu’elle ne ferait qu’aggraver la situation du pays sur les plans financier, sécuritaire et migratoire. Quant à un gouvernement technique, il serait encore plus vulnérable que l’actuel aux embardées d’une Assemblée constitutivement rebelle et que survolteraient encore davantage les difficultés du pays et l’exaspération de l’opinion.

Last but not least : le renversement du gouvernement par les voix conjuguées de la gauche et du RN compromettrait les chances de la seule alternative au blocage politique actuel, qui résulte du fractionnement de l’opinion et de l’Assemblée en trois pôles. Cette alternative consisterait à élargir l’arc républicain en construisant, entre le bloc central et le RN et ses alliés, sinon une coalition, du moins un accord de non-agression et de respect mutuels, que cimenterait leur convergence de vues sur les questions régaliennes. Hélas, la surenchère du RN, qui a choisi de multiplier récemment ses lignes rouges, au lieu de célébrer la victoire obtenue du Premier ministre avec l’abandon de la taxe sur l’électricité, le fait rechuter dans une posture tribunicienne. Elle met à mal les efforts entrepris par lui pour devenir un parti de gouvernement.

Mais tout n’est pas joué. Il est encore temps, pour les formations politiques, de faire prévaloir l’intérêt supérieur du pays sur leurs stratégies, leurs idéologies et... leurs humeurs.

<https://www.lefigaro.fr/voix/politique/jean-eric-schoettl-49-3-censure-ordonnances-comment-echapper-a-une-france-sans-budget-20241202>

Le Monde, 2 décembre, article payant

Fractures françaises : « Comment vivent les Français ? »

Le secrétaire général de la Fondation Jean Jaurès, Gilles Finchelstein, dresse un portrait des Français « à l'échelle humaine », à partir de douzième vague de l'enquête annuelle « Fractures françaises », réalisée par Ipsos pour « Le Monde », la Fondation Jean Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne.



Dans une allée d'un supermarché zéro déchet à Labège (Haute-Garonne), le 1er juin 2024. VALENTINE CHAPUIS/AFP

Extraits:

Et si nous analysons les « Fractures françaises », l'enquête réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Centre de recherches politiques de Sciences Po et l'Institut Montaigne, réalisée du 14 au 21 novembre auprès d'un panel de 3 000 personnes, non pas en partant des opinions sur la France mais du ressenti des Français ? Et si nous essayions d'esquisser un portrait en kaléidoscope des Français, un portrait « à l'échelle humaine », du nom de l'ouvrage (Gallimard, 1945) rédigé en captivité par Léon Blum (1872-1950), figure du Front populaire de 1936 ?

Premier angle de vue : comment disent-ils vivre, eux que l'écrivain Sylvain Tesson voyait comme des gens qui vivent « *au paradis* » et « *se croient en enfer* » ? Ils vivent difficilement et le chiffre doit être médité : 55 % déclarent qu'il leur est difficile de « *joindre les deux bouts* » – c'est-à-dire d'assumer non pas le petit plaisir superflu ni la grosse dépense exceptionnelle mais les seules « *dépenses courantes* ». Ce chiffre-là explique beaucoup – et notamment pourquoi le pouvoir d'achat reste, de loin, en tête de la hiérarchie des préoccupations.

Dans le même temps, ils sont bien intégrés dans un réseau de sociabilités : 61 % se déclarent « *entourés* », et davantage encore les seniors (74 % chez les plus de 70 ans) ; 92 % des Français se trouvent « *écoutés* » et disent avoir à qui parler de leurs problèmes personnels (même si ce n'est souvent, à 55 %, qu'à une ou deux personnes). Ils sont très nombreux, 73 %, à être partis en vacances durant les douze derniers mois – 19 % dans leur région, 48 % ailleurs en France, 29 % à l'étranger. Et ils se déclarent plutôt satisfaits de leur vie : sur une échelle de 0 à 10, 50 % se placent entre 7 et 10 et 40 % supplémentaires dans une position moyenne, entre 4 et 6.

Parmi les enjeux suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus à titre personnel ?

Ensemble des sondés, en %

Réponses ayant obtenu plus de 10 % (Deux réponses possibles)



Source : Sondage Ipsos « Les fractures françaises » pour *Le Monde*, Sciences Po-Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne. Enquête réalisée par Internet du 14 au 21 novembre 2024 sur un échantillon de 3 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).
Infographie *Le Monde*

Deuxième angle de vue : comment se définissent-ils ? Si nous sommes dans ce que Norbert Elias avait appelé en 1987 la « *société des individus* » (du nom d'un ouvrage paru en France en 1991 chez Fayard), où chacun se construit et se bricole sa propre identité, il n'en demeure pas moins que des lignes de forces se dégagent clairement lorsque l'on interroge les Français sur les trois éléments qui les caractérisent le mieux. Il y a, d'abord, à 40 %, la nationalité – nous sommes d'abord Français. Il y a, ensuite, la génération : 38 % des Français pensent être définis par leur âge et ce sentiment monte à 52 % à partir de 60 ans.

Il y a, enfin, et ce doit être souligné, les relations sociales plutôt que les éléments identitaires : nos amis (33 %), nos loisirs (32 %) ou notre métier (28 %) sont bien davantage privilégiés pour nous définir que notre genre (18 %), nos opinions politiques (18 %) ou nos convictions religieuses (9 %) – il est d'ailleurs frappant de constater que, par ailleurs, 76 % des Français déclarent que la religion n'occupe pas une place importante dans leur vie.

Troisième angle de vue : comment se positionnent-ils, relativement au passé et aux autres ? Par rapport au passé, les Français sont tiraillés entre une nostalgie abstraite – 73 % partagent l'idée que « *c'était mieux avant* », soit près de 10 points de plus qu'en 2017 – et une hésitation concrète – par rapport à leurs parents au même âge, 28 % estiment leur situation « *plus mauvaise* » et à peu autre autant, 32 %, « *meilleure* ». (...)

Quel que soit l'angle par lequel on examine ce portrait des Français, il est plus nuancé et moins sombre que ce que l'on présente souvent. (...)

https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/12/02/fractures-francaises-comment-vivent-les-francais_6424861_823448.html

Breaking down : Will the trouble ever end for Volkswagen and its rivals?

From strikes to Trump tariffs, calamities abound

Extraits:

Car dashboards have an array of indicators that illuminate to warn of trouble. If the boardrooms of Europe's carmakers had similar systems they would be lit up like a Christmas market. Volkswagen (VW), the largest of the lot by sales, is bracing for strikes beginning on December 1st in response to its plan to close three factories in Germany and cut wages. [Northvolt](#), a once-promising Swedish battery startup in which VW and BMW invested, has collapsed into bankruptcy. Meanwhile, across the Atlantic, Donald Trump is threatening to upend supply chains by [imposing a 25% tariff](#) on imports from Mexico and Canada.

These troubles come amid an already difficult year for Europe's auto industry. (...)

Not long ago European carmakers were on a tear. A shortage of microchips during the pandemic helped them pursue a strategy of "value over volume", as they prioritised putting scarce chips into their most profitable vehicles. VW broke its record for operating profit each year from 2021 to 2023. Stellantis (whose largest shareholder, Exor, is a part-owner of *The Economist's* parent company) generated its highest-ever revenue and profit in 2023. BMW and Mercedes also enjoyed bumper years. A [restructuring programme at Renault](#) also began to pay off.

Lately, however, the picture has darkened. Demand for cars in Europe has stalled and may be headed for structural decline. Europe will never return to its pre-pandemic heights of 16m sales a year, concedes Arno Antlitz, vw's chief financial officer. (...)

European carmakers are also being squeezed on price at home by Chinese competitors. (...)

Meanwhile in China, European firms are losing out to domestic rivals. The world's largest car market has long been an important source of profit for Europe's auto industry. Those days are drawing to an end. According to [ubs](#), a bank, foreign brands' market share has plummeted from 63% in 2020 to 37% now, with Chinese carmakers proving better at stuffing their vehicles with the whizzy technology that the country's consumers demand. VW has been hit especially hard. (...)

Business in China is also getting harder for Germany's upmarket firms. BMW and Mercedes earn 48% and 37% of their operating profit, respectively, in the country. Although they have so far shed only a few percentage points of market share, both rely heavily on petrol cars in a country where half of sales are now electric. (...)

Stellantis, which has largely pulled out of China, is nevertheless in a battle with Chinese competitors in South America and the Middle East, both important regions for the firm. Its bigger problem, though, is its plunging profit in North America. (...)

All this points to a painful period of readjustment for Europe's carmakers that will need to start with tackling overcapacity at home. Efforts to do so, however, are already encountering resistance. VW's unions are not the only ones taking industrial action. Last month Italian auto workers staged a one-day walkout, their first national strike in 20 years. Strikes have also hit auto suppliers in France and have been threatened at two tyre plants set to close by 2026.

Politicians, too, are taking a dim view of factory closures. "Possible wrong management decisions from the past must not be at the expense of employees," Olaf Scholz, Germany's beleaguered chancellor, has said in relation to VW's planned closures. Carlos Tavares, the boss of Stellantis, has been chastised by the Italian government for sending jobs to low-cost countries. But unless European car companies can deal with rising costs and sliding sales their plight will only worsen. The warning lights are flashing more urgently now. ■

<https://www.economist.com/business/2024/11/28/will-the-trouble-ever-end-for-volkswagen-and-its-rivals>

Grèves, voyages gratuits, retraites précoces... Ce que nous coûte vraiment les privilèges des cheminots

ENQUÊTE - Alors que la menace des manifestations plane sur les fêtes de fin d'année, plongée au cœur des nombreux et gros « petits plus » des cheminots de la SNCF.



Extraits:

Yaura-t-il des trains à Noël ? Ce pourrait être le titre d'un mauvais feuilleton télévisé servi tous les ans à [l'approche des fêtes de fin d'année](#) ; ou une invitation à voyager dans l'absurdistan ferroviaire français... La question est sur toutes les lèvres, au menu de presque tous les repas de famille. Comme chaque fois, les syndicats de cheminots prendront-ils les usagers de la SNCF (15 millions de voyageurs chaque jour) en otage, espérant obtenir des réponses à leurs revendications protéiformes : [un moratoire contre le démantèlement de Fret SNCF](#), plus de douceur dans les modalités de l'ouverture à la concurrence des lignes régionales, davantage de générosité en matière de revalorisations salariales... ? (...)

Chaque jour de grève coûte en effet plus de 20 millions d'euros à la SNCF. Soit plus de la moitié du prix d'une rame TGV neuve (35 millions d'euros). Que d'investissements partis en fumée, alors que la SNCF n'a pas connu [une seule année sans mouvement social](#) depuis soixante-dix-sept ans ! Encore dans toutes les mémoires, les 27 jours de grève de décembre 2019 contre la première réforme des retraites d'Emmanuel Macron ont engendré un manque à gagner, en termes de chiffre d'affaires, d'environ 690 millions d'euros pour l'entreprise ferroviaire (près de 20 TGV !).

Le coût de la grève de Noël 2022 ? De l'ordre 100 millions d'euros (3 TGV...). Et à chaque fois, que dire des conséquences dramatiques du blocage des transports pour les entreprises mises subitement à l'arrêt ; de la galère des millions de salariés qui ne peuvent aller travailler ou sont contraints de jongler entre les solutions de rechange, quand elles existent... Chaque jour de grève dans les transports occasionne une perte pour l'économie française de l'ordre de 300 millions d'euros par jour.

Mais [même lorsque les cheminots ne font pas grève, la SNCF coûte cher](#) aux contribuables. Et même de plus en plus cher, comme l'a démontré l'institut Fipeco : de 13,7 milliards d'euros en 2016 (rapport Spinetta, février 2018), le coût de la SNCF pour les contribuables (ménages et entreprises) est passé à 18,5 milliards en 2021 puis à 20 milliards en 2022. (...) « Sur un chiffre d'affaires de 41,4 milliards d'euros en 2022, dont 49 % pour les activités ferroviaires, les versements des administrations publiques en représentaient près de la moitié. », reconnaît François Ecalte, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes et fondateur de Fipeco.

Parmi les sommes à la charge des contribuables figurent notamment les « subventions » aux coûts de fonctionnement de la SNCF, à hauteur de 10,1 milliards d'euros. (...)

À cela s'ajoutent 6,2 milliards d'euros de subventions d'investissement reçus par l'entreprise (...) ce qui n'empêche pas l'entreprise ferroviaire d'afficher encore un endettement en or massif : 24 milliards d'euros à fin 2023. Bien que la SNCF réalise des bénéfices depuis trois ans (1,3 milliard d'euros en 2023), il lui faudra plusieurs années dans le vert pour éponger ses dettes par ses propres moyens. (...)

Et ce n'est pas tout : chaque année, l'État verse une subvention d'équi libre de 3,3 milliards d'euros à la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF, en charge du régime spécial de retraite des cheminots. Beaucoup pensaient celui-ci disparu à la faveur de la réforme des retraites ; il n'en est rien ! Certes, la loi de 2018 a prévu que les recrutements de cheminots au statut cessent le 1^{er} janvier 2020 pour faire place à des embauches sous contrat de droit privé. Mais cette mesure n'aura de conséquences que pour les nouveaux embauchés. Tous les autres ne sont pas concernés par le recul de l'âge légal de départ à la retraite et vont continuer de partir à la retraite entre 54 et 59 ans, comme avant, creusant toujours un peu plus le déficit abyssal du régime. (...)

Quel salarié du secteur privé, confronté à la rigueur salariale et à la menace des plans sociaux, ne serait pas estomaqué en apprenant qu'entre 2022 et 2024, [la rémunération moyenne des 278.600 collaborateurs de la SNCF](#) a progressé de 17 %, et même de 21 % pour les premiers niveaux de salaires, soit nettement plus que l'inflation cumulée de 13 % constatée durant ces deux années post-Covid ? (...)

Ainsi, les salariés de la SNCF, de même que les retraités, [bénéficient de la gratuité de circulation sur l'ensemble du réseau ferroviaire](#). Leurs enfants et conjoints (notion étendue aux concubins et partenaires de PACS) se voient proposer pour leur part huit « cases gratuites » par an (une case gratuite permet d'obtenir la gratuité sur tout voyage réalisé à partir de la date inscrite dans la case jusqu'au surlendemain midi, ce qui autorise par exemple un aller-retour gratuit sur un week-end) et de 90 % de réduction sur les voyages suivants.

Enfin, les ascendants (parents et grands-parents) de l'agent, mais aussi de son conjoint (les beaux-parents de l'agent, donc !) ont droit à quatre cases gratuites par an. Cela finit par faire du monde. En 2017, le nombre de bénéficiaires du système était de 1,3 million (en hausse de 20 % par rapport à 2011) dont seulement 467.733 (35 % du total) étaient des agents en activité ou leurs ayants droit directs (conjoint, enfants). (...)

Vous ne voulez toujours pas travailler à la SNCF ? Peut-être serez-vous sensible aux généreuses aides au logement proposées par l'entreprise à ses agents. (...)

Tous ces avantages proposés aux cheminots de la SNCF ont un coût, que François Ecalte évalue à environ 10 % de la masse salariale brute (...).

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/greves-voyages-gratuits-retraites-precoces-ce-que-nous-coutent-vraiment-les-privileges-des-cheminots-20241129>

Le Figaro, 29 novembre, article payant

Henri de Castries : «Sommes-nous la nation la plus bête du monde ?»

ENTRETIEN - Pour le président de l'Institut Montaigne, la victoire de Trump et le contexte géopolitique doivent obliger les Européens à investir davantage dans la défense ou l'énergie pour peser dans le nouvel équilibre mondial. La France, elle, doit urgemment entamer une politique de réformes pour enrayer l'appauvrissement accéléré du pays.



Henri de Castries. Fabien Clairefond

Extraits:

(...) Il n'est par ailleurs plus possible de repousser certains investissements, dans l'énergie, la défense, la technologie ou encore de refuser de s'interroger sur la perte de croissance et de compétitivité qui résulte de l'excès de réglementation. La capacité de l'industrie européenne à accéder à [une énergie bon marché](#) reste la mère de toutes les batailles en matière de compétitivité. Le fait qu'on ait évité la pénurie depuis le début de la guerre en Ukraine ne signifie pas qu'on ait trouvé la solution. Là où les États-Unis ont continué à accroître la compétitivité de leur offre énergétique, l'Europe n'a trouvé que des substituts temporaires. Pour conserver son industrie, il est donc vital qu'elle prenne un certain nombre de décisions. Et l'éléphant dans la pièce, c'est le nucléaire. J'espère que les élections allemandes feront bouger les lignes sur ce sujet.

La défense est aussi bien sûr un enjeu majeur. Concrètement, dépensons-nous assez, de la bonne manière et aux bons endroits ? [La guerre en Ukraine, qui est une guerre mixte](#), a montré qu'un conflit demande une combinaison de moyens extrêmement sophistiqués avec des moyens extraordinairement basiques. Même si l'on tente de se rassurer en se disant que la Russie a le PIB de l'Italie, la vérité reste la même : comme les achats européens sont dispersés, l'Europe ne bénéficie pas d'effets d'échelle et elle tarde à monter en cadence. Sur ce point, l'Allemagne semble faire le nécessaire en augmentant massivement ses dépenses de défense. Elle a toutes les marges de manœuvre pour le faire – on a plus de marge avec 60 % de dette sur PIB qu'avec 115 % ou 120 %. Mais, pour se traduire en réelles capacités opérationnelles, il faudra du temps.

Tout cela représente le défi majeur pour l'Europe, car Trump va être un partenaire de discussion infiniment plus exigeant. Jusqu'à maintenant les Américains étaient avec nous dans le rôle de l'oncle complaisant qui nous tapotait simplement sur l'épaule. Maintenant, ils vont devenir l'oncle revêche. Notre capacité à peser va directement et crûment être liée à l'ampleur de nos efforts, plus qu'à l'historique de nos relations. (...)

Si l'Europe veut peser, il faut qu'elle renforce sa main en faisant les efforts qu'elle a repoussés jusqu'à maintenant. Le réarmement européen est une nécessité parce qu'il est le prix de la paix. Il y a cette vieille devise romaine : « *Si vis pacem para bellum* », « si tu veux la paix, prépare la guerre ». Ce qui était valable du temps de l'Empire romain l'est encore aujourd'hui. Pourquoi l'Empire romain s'est-il effondré ? Parce que Rome a renoncé à sa puissance militaire en prenant des mercenaires, mais aussi à cause « du pain et des jeux ». L'Empire a mis en place de plus en plus de prestations sociales provoquant l'oisiveté du peuple romain.

La victoire de Trump signifie-t-elle la victoire du protectionnisme ou, au contraire, d'un certain libéralisme ? Quelles conséquences pour l'économie américaine ?

(...) Toute l'histoire économique depuis plusieurs siècles nous enseigne qu'un libre-échange convenablement organisé est générateur de croissance et de prospérité. Alors que le protectionnisme fait monter les prix et réduit la croissance en appauvrissant tous les secteurs et toutes les personnes obligées d'acheter des biens plus chers qu'elles n'auraient pu les avoir si on avait ouvert les frontières, sans que l'offre intérieure représente une vraie alternative. Paradoxalement, les États-Unis risquent moins de croissance et plus d'inflation. (...)

Musk a promis de débureaucratiser l'Administration américaine. Qu'est-ce que cela va changer ? Quels enseignements la France peut-elle en tirer ?

La débureaucratiation promise par Musk va être passionnante à observer. Car l'Amérique est loin d'être le pays le plus bureaucratique du monde. Si l'on parvient à faire des gains significatifs dans un pays où les dépenses sont déjà faibles grâce à la réintroduction du bon sens et à l'utilisation des nouvelles technologies, cela va ouvrir de nouveaux horizons. L'un des grands maux français, c'est que la bureaucratie a réussi à convaincre l'opinion qu'elle n'était pas réformable et que les premières victimes de toute tentative de réforme seraient les citoyens. Il n'y a rien de plus faux ! Les recrutements de fonctionnaires en France ont continué à un niveau élevé et la multiplication d'agences indépendantes et d'autorités diverses ont conduit à des dérives budgétaires et bureaucratiques. (...)

Mais une réforme de l'État est-elle possible ?

Sommes-nous la nation la plus bête du monde ? Pourquoi serions-nous les seuls incapables de la faire ? Voulons-nous être les derniers ? (...) Notre modèle est insoutenable. *Regardons sur les sept dernières années : tout cela se traduit par 1000 milliards de dette de plus. Qu'est-ce que cela signifie ? Que le pouvoir d'achat a été maintenu par l'accroissement de la dette. En clair, depuis plus de 30 ans, la France vit au-dessus de ses moyens. C'est un pacte faustien : il y a un moment où il faut payer sa dette. Que nous le voulions ou non, ce qui se passera si nous ne réformons pas c'est un appauvrissement accéléré du pays qui a déjà commencé. Il n'y a pas de fatalité. La réforme est la seule voie possible. Elle est exigeante, mais possible.*

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/henri-de-castris-sommes-nous-la-nation-la-plus-bete-du-monde-20241128>

Le Figaro, 26 novembre, article payant

Anne de Guigné : «Pourquoi il est aberrant de taxer davantage l'électricité»

CHRONIQUE - L'État ne peut pas inciter à l'électrification d'une main, tout en surtaxant l'électricité de l'autre. D'autres voies existent pour rétablir les finances publiques.



En 2023, corrigée des effets météorologiques et calendaires, la consommation d'électricité était inférieure de 7 % à la moyenne de la période 2014-2019. *HJBC / stock.adobe.com*

Extraits :

De concessions en concessions auprès des membres du bloc central, [Michel Barnier n'a cessé de détricoter son budget ces derniers jours](#). Difficile dans ces circonstances, et alors que la tension sur la dette française se renforce, de réclamer un dernier effort. Et pourtant, il le faudrait. La surtaxation de l'électricité, au-delà du niveau pré-crise du Covid, n'a en effet aucun sens. [Marine Le Pen, comme beaucoup d'autres parlementaires, demande d'y renoncer au nom du pouvoir d'achat](#). Ce sujet de fin de mois compte mais au-delà, il s'agit avant tout d'une question de cohérence de l'action publique.

Le projet de loi de finances contient en effet plus de 13 milliards d'euros de dépenses en faveur de la production et de la consommation d'électricité. Avec la nouvelle surtaxation, les taxes atteignent de leur côté 12 milliards. Elles appuient dans le sens inverse des dépenses puisqu'elles viennent freiner la demande, et par ricochet, limiter les besoins de production.

Derrière le prix de l'électricité, se joue l'avenir du pays en termes de compétitivité, de souveraineté et de décarbonation. En ce domaine, la France bénéficie d'une longueur d'avance historique grâce aux programmes nucléaires depuis les années 1960, et avant même à l'hydraulique, la fameuse « houille blanche » que défendait déjà Georges Clemenceau. Aujourd'hui, notre pays s'impose ainsi comme le premier [exportateur d'électricité en Europe](#), avec une prévision de 90 TWh d'exportations cette année. Malgré cette performance, les prix pour les usagers n'ont cessé d'augmenter depuis plus de dix ans. Trois à quatre fois plus vite que l'inflation même, depuis 2012, pour les particuliers et les plus petites entreprises.

Conséquence : la demande d'électricité des particuliers baisse en France depuis cette date. (...)

Les industriels souffrent aussi de prix exorbitants. Selon les données de Bloomberg, en moyenne en 2023, parmi les grandes nations industrielles, seules les entreprises de Grande-Bretagne, d'Allemagne et d'Italie se sont acquittées de tarifs plus élevés que les Françaises. (...)

« *La politique et l'économie sont liées l'une à l'autre comme le sont l'action et la vie* » [écrivait de Gaulle dans ses *Mémoires*]. Le même bon sens s'impose aujourd'hui : à l'ère de l'électrification de l'économie et des menaces géopolitiques, la politique publique doit se fixer comme objectif la baisse des prix de l'électricité.

D'un point de vue strictement budgétaire, compte tenu de l'urgence de la situation française et de la difficulté à réformer la sphère publique, on comprend le choix de Bercy : à court terme, grâce à l'évolution favorable des prix de marché, la hausse des accises paraît indolore pour les particuliers. Il existe pourtant d'autres pistes pour compenser ces 3 milliards de recettes. La logique voudrait d'abord de chercher du côté des dépenses fiscales dites « brunes », c'est-à-dire émettrices de CO₂, chiffrées à plus de 8 milliards d'euros dans le PLF. (...)

Le [sénateur Jean-François Husson](#) a déposé un amendement en ce sens au projet de loi de finances où il affirme que « *le risque serait d'inverser "l'ordre de mérite", c'est-à-dire que le gaz devienne bien plus avantageux que l'électricité, à rebours de nos ambitions climatiques et des enjeux de souveraineté énergétique* ».

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/anne-de-guigne-pourquoi-il-est-aberrant-de-taxer-davantage-l-electricite-20241124>

IREF / Contrepoints, 25 novembre, [libre accès](#)

Le ministre de la fonction publique n'attend pas le vote de la loi pour agir contre l'absentéisme

Extraits :

Nous avons déjà eu l'occasion de l'évoquer, Guillaume Kasbarian, ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique, a un plan pour lutter contre l'absentéisme dans l'administration. Il consiste à imposer trois [jours de carence](#) (au lieu d'un) et à porter à 90% (au lieu de 100%) le taux de remplacement de la rémunération des agents durant les arrêts maladie de courte durée. Des dispositions, alignées sur celles en vigueur dans le secteur privé, qui pourraient faire gagner [1,2 milliards d'euros](#) (Md€). [C'est même 6 Md€](#) que l'on pourrait économiser en ramenant le taux d'absentéisme des agents publics à son niveau d'avant pandémie de covid-19.

Les sommes en jeu sont colossales. C'est sans doute pourquoi le ministre de la Fonction publique avance imperturbablement dans la mise en œuvre de son plan au grand dam des syndicats. (...)

Guillaume Kasbarian a décidé de présenter un projet de décret au prochain Conseil commun de la fonction publique (CCFP) prévu le 3 décembre 2024, pour que la mesure puisse s'appliquer aux contractuels en même temps qu'aux fonctionnaires si la loi est votée par le Parlement. Bien évidemment, précise le ministère, le décret pour les contractuels ne sera pas signé si la mesure pour les fonctionnaires n'est pas approuvée.

Les syndicats, qui contestent toutes ces dispositions, s'opposent aussi à la méthode. Pour eux, le ministre cherche à passer en force. Ils menacent donc de boycotter le CCFP. (...)

Même si nous aurions souhaité que Guillaume Kasbarian s'attaque aussi au [statut de la fonction publique](#), nous saluons sa célérité dans cette affaire. Espérons qu'il fasse preuve d'autant d'empressement dans les autres chantiers qui l'attendent. Et souhaitons que les autres ministres, qui ont tous à réformer leur administration, en prennent de la graine !

<https://fr.irefeurope.org/publications/les-pendules-a-lheure/article/le-ministre-de-la-fonction-publique-nattend-pas-le-vote-de-la-loi-pour-agir-contre-labsenteisme/>

Le Monde, 21 novembre, [libre accès](#)

Éditorial : Economie française : le risque de la spirale négative

Les difficultés que la France rencontre (baisse de l'investissement, plans sociaux, remontée du chômage...) tombent au plus mauvais moment, car la compétition mondiale s'intensifie. Or les débats parlementaires, marqués par de profondes dissensions, se résument à des postures et à des discours électoralistes.

Extraits :

Les difficultés budgétaires que rencontre la France et que la représentation nationale a tant de mal de résoudre se doublent d'une autre menace : depuis la rentrée, l'économie française connaît un net retournement conjoncturel. L'investissement ralentit, la courbe du chômage s'inverse, les plans sociaux et les faillites se multiplient, l'attractivité du pays se dégrade, le climat social se tend.

Les raisons sont multiples : quatre ans après la crise pandémique, les mesures qui avaient été prises pour protéger le tissu économique arrivent à leur terme, provoquant un retour à la réalité douloureux pour les entreprises les plus fragiles. [L'Allemagne, notre principal partenaire commercial, connaît une récession](#) qui commence à avoir un impact sur l'activité en France. Enfin, le contexte politique crée un environnement peu favorable à la prise de décision des acteurs économiques : face à l'incertitude fiscale, les ménages épargnent et les chefs d'entreprise freinent sur l'investissement.

Ces difficultés tombent au plus mauvais moment, car la compétition mondiale s'intensifie. (...)

L'Union européenne s'alarme. (...)

Par contraste, l'absence en France de toute réflexion rationnelle sur la conduite de la politique économique saute aux yeux. Les débats parlementaires, marqués par de profondes dissensions, se résument à des postures et à des discours électoralistes. La gauche s'enferme dans le dogme du tout-impôt. La droite dénonce à juste titre le mauvais état des comptes publics, mais préfère flatter ses clientèles (retraités, élus locaux) plutôt que de soutenir une stratégie de redressement cohérente. (...)

En s'installant à Matignon dans des conditions particulièrement difficiles, Michel Barnier a tenté de lancer ce que la France a toujours eu le plus grand mal à opérer lorsqu'elle est au pied du mur : mener de pair le redressement budgétaire et la préservation de l'outil de production. L'équilibre qu'il a proposé pour tenter de résoudre la difficile équation paraissait raisonnable : un peu plus d'impôts, concentrés sur ceux qui peuvent le supporter, beaucoup moins de dépenses publiques. Mais il a présumé de ses forces. A ce stade, toute la copie est déconstruite, et le seul message qui émerge est que chacun veut continuer à dépenser plus. Le réflexe est sans doute légitime dans un pays en quête de protection, exprimée par une partie de la population, mais il n'est pas réaliste dans le monde tel qu'il se présente.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/20/economie-francaise-le-risque-de-la-spirale-negative_6404732_3232.html

L'Express, 19 novembre, [libre accès](#)

Comment l'Italie est devenue le quatrième exportateur mondial : ces recettes qui pourraient inspirer la France

Commerce international. Seuls la Chine, les Etats-Unis et l'Allemagne la devancent désormais. Un exploit qui ne doit rien au hasard.



A Alba, un homme à proximité du fabricant italien de chocolat de marque Ferrero.
AFP

Extraits :

(...) Le modèle italien a été longtemps sous-estimé, voire méconnu. A tort. "Nous avons toujours eu les yeux rivés vers l'Allemagne, car c'est le leader européen en termes de taille et de densité, même si son industrie souffre aujourd'hui", confirme Olivier Lluansi, professeur au Cnam et auteur de *Réindustrialiser. Le défi d'une génération* (Les Déviations). L'Italie a pourtant des arguments à faire valoir face à la première économie du Vieux Continent. Sa principale force? Un tissu industriel hyperconnecté composé à 99 % de petites et moyennes entreprises. En 2022, elle comptait près de 366 000 firmes industrielles, contre moins de 210 000 en France, pour un poids de valeur ajoutée dans le PIB de 23,5 %, selon la Banque mondiale, contre 16,8 % dans l'Hexagone. (...)

La situation politique semble aujourd'hui stable. Ce ne fut pas toujours le cas... Depuis la crise financière de 2008, huit gouvernements se sont succédé - et plus de 70 depuis 1945. Une inconstance qui a conduit les entreprises à s'organiser par elles-mêmes. "La réussite de l'Italie n'est pas due à l'Etat central. Elle s'explique d'abord par la capacité des entrepreneurs présents dans chaque région à conserver des métiers qui, pour certains, remontent au Moyen Age. Elle tient aussi au maintien de la production sur leur territoire plutôt qu'aux délocalisations", détaille Edoardo Secchi. "L'administration n'est pas capable de lancer des grands travaux et de prendre des décisions rapides. Alors, les entreprises se débrouillent", abonde Denis Delespaul, président de la chambre de commerce et d'industrie France-Italie. Le pays a tout de même su se relever de la crise des dettes souveraines, au début des années 2010. "Il faut mettre une partie de ce redressement au crédit des réformes structurelles prises à ce moment-là. C'est parfois douloureux, mais cela paie", juge Olivier Redoulès, directeur des études chez Rexecode. (...)

"L'Italie est extrêmement bien intégrée dans les chaînes de valeur comme fournisseur de produits intermédiaires. Son rôle a pris encore plus d'importance quand il y a eu des problèmes d'approvisionnement, au moment de la pandémie de Covid-19", remarque Cristina Mitaritonna, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales.

Il n'est pas rare de croiser une machine italienne dans les usines européennes... même en Allemagne, pourtant pionnière du genre. Surtout, l'industrie italienne a su opérer ces dernières années une montée en gamme spectaculaire. (...)

Le tableau, enviable, présente toutefois quelques ombres. A mesure que la population italienne continue de vieillir - plus rapidement que dans les autres pays de l'Union européenne -, la transmission générationnelle tourne au casse-tête. L'Italie, comme l'Allemagne, a vu le coût de l'énergie monter en flèche avec la guerre en Ukraine. Un boulet pour la compétitivité de son industrie. A force, enfin, de se reposer sur ce secteur, l'économie italienne passe à côté d'autres segments prometteurs. "En dehors de la manufacture, il y a un déficit de compétences. Très peu de gens sont aujourd'hui formés aux métiers d'avenir comme ceux liés à l'intelligence artificielle", regrette Edoardo Secchi. Une carence préoccupante, d'autant que cette technologie se diffuse partout, y compris dans l'industrie.

<https://www.lexpress.fr/economie/comment-litalie-est-devenue-le-quatrieme-exportateur-mondial-ces-recettes-qui-pourraient-inspirer-la->

L'Opinion, 13 novembre, article payant

Peur sur l'industrie, le retour

Depuis quelques mois, les plans sociaux se multiplient, comme les défaillances d'entreprises industrielles. L'Europe et la France courent la compétition mondiale avec de multiples boulets aux pieds



- Kak

Extraits :

Depuis quelques mois, les plans sociaux et les défaillances d'entreprises se multiplient. L'Europe et la France courent la compétition mondiale avec de multiples boulets aux pieds. Depuis septembre 2023, la CGT a recensé plus de 180 plans de licenciements en cours. 100 000 emplois sont menacés, selon la centrale syndicale. (...)

Dans l'automobile, l'annonce de la fermeture de deux usines Michelin, à Vannes et à Cholet, avec la suppression de 1 250 emplois a sonné comme un coup de tonnerre, après l'annonce faite cet été par l'équipementier Valeo qu'il allait être à la recherche de repreneurs pour trois sites en France, menaçant 1 120 emplois. Dans la foulée de la dissolution, « tout le monde a levé le crayon sur le mode : je n'investis pas tant que je ne sais pas ce qu'il va se passer en France et en Europe. Les industriels ont passé l'été ainsi, au moment où ils travaillent leurs budgets et leurs grandes orientations stratégiques », constate le patron d'une grande fédération du secteur. Et puis il y a eu les annonces budgétaires du gouvernement Barnier avec l'augmentation exceptionnelle de l'impôt sur les sociétés pour les plus grandes entreprises et 5 milliards de

rabot sur les allègements de charges, qui va toucher de plein fouet l'industrie. « Ils ont donc démarré la rentrée avec tous les curseurs au plus bas du fait de décisions politiques qui visent à supprimer les bonus et primes pour les véhicules électriques, de notre incapacité à faire baisser les coûts de production de ces véhicules en France et de l'annonce de livraisons de véhicules moins chers venus de Chine », regrette la même source.

Coût de l'énergie. Le président de Michelin, Florent Menegaux, a dressé la longue liste des contraintes auxquelles il fait face. Dont la surréglementation sur le Vieux Continent. Cela fait des mois que l'Allemagne et la France disent vouloir s'y attaquer... Michelin va par exemple devoir assurer la traçabilité du caoutchouc naturel qu'il utilise. Une facture estimée « entre 150 et 200 millions d'euros par an, mais aucun de nos concurrents ne respectera cette réglementation, et aucun contrôle ne sera fait », a-t-il déploré dans une interview aux Echos.

Autre grief qui revient régulièrement : la concurrence étrangère « déloyale ». (...)

« A chaque crise européenne, nous descendons d'une marche », déplore Bruno Grandjean, président du directoire de Redex. « En France, l'industrie n'intéresse plus personne, moyennant quoi nous n'avons plus la taille critique dans de nombreux domaines. Les crises fortifient les forts et affaiblissent les faibles », poursuit le patron de l'ETI spécialisée dans les biens d'équipement. (...)

Mais même certains ministres espèrent surtout discrètement que le coup de rabot sur les allègements de cotisations sociales sera finalement abandonné, comme le demande le groupe EPR au Parlement. « On ne peut pas constater que l'industrie est en difficulté et attendre le doigt sur la couture du pantalon », considère l'un d'entre eux. « Combien y aura-t-il de destruction d'emplois ? Ça dépendra de ce qu'on fait maintenant. »

<https://www.lopinion.fr/economie/peur-sur-lindustrie-le-retour>

Le Figaro, 12 novembre, article payant

Face au choc fiscal qui s'annonce, les entreprises réduisent déjà la voilure en France

DÉCRYPTAGE - Le vote solennel de la partie recettes du projet de loi de finances est programmé ce mardi. La nouvelle donne fiscale oblige les petits et grands patrons, qui finalisent leur propre budget 2025, à de douloureux arbitrages.

Extraits :

« Depuis quelques semaines, nous voyons nos clients de plus en plus inquiets, quels que soient leur taille et leur secteur d'activité, assure Angélique Acosta, directrice associée du cabinet de conseil Spartes. La plupart n'auront pas d'autre choix que de réduire leurs dépenses de fonctionnement. » Pour faire face au mur de charges qui les attend à partir de 2025, certaines entreprises activent déjà tous les leviers possibles pour trouver des économies. Gestion plus fine de la paie, de [l'absentéisme](#) ou des contrats d'assurance collective, optimisation du parc immobilier, de la [consommation d'énergie](#)... la chasse aux économies est ouverte.

« Je compte faire un bilan clair des dépenses de santé réelles des collaborateurs », confie Roger Reynaud, à la tête d'Alliance Environnement, une entreprise de traitement de l'eau et de valorisation des déchets basée dans le Sud. Pis, 37% des très petites entreprises envisagent de modérer les salaires, selon une enquête menée par le Syndicat des indépendants (SDI). « Notre service juridique reçoit beaucoup d'appels de TPE qui se posent la question de la possibilité qu'elles ont de se séparer de leurs collaborateurs », alerte Marc Sanchez, secrétaire général du SDI, alors que 27% des entreprises craignent d'avoir à supprimer des postes. (...)

« Si j'ai moins de compétitivité, j'investis moins dans les magasins et dans les baisses de prix et je crée moins d'emplois », a prévenu Alexandre Bompard, PDG de Carrefour, premier employeur privé de France. Rodolphe Saadé, patron de l'armateur CMA CGM, l'un des groupes français les plus florissants de ces dernières années, a, lui, brandi la menace [dans une interview au Figaro](#) : « Je vais certainement devoir revoir certains de mes investissements. Dans la logistique, nous faisons traditionnellement de la croissance externe : il se peut que certaines opérations ne se fassent pas. »

Plans d'économies, projets industriels et d'acquisitions remis en cause, menaces sur l'emploi... Le budget 2025 n'a pas encore été voté, mais ses effets secondaires se font déjà sentir. « *C'est un vent fiscal très puissant qui s'abat sur les entreprises*, déplore un conseiller de plusieurs patrons du CAC 40. *Tout entrepreneur ne peut qu'être saisi d'un fort sentiment d'insécurité à la vue des débats actuels à l'Assemblée nationale.* » Toutes les entreprises ont senti le vent tourner. La politique de l'offre favorable à l'investissement impulsée par Emmanuel Macron depuis 2017 ? Oubliée, face à l'urgence du moment : contenir la dérive des finances publiques. (...)

<https://www.lefigaro.fr/societes/face-au-choc-fiscal-annonce-les-entreprises-reduisent-deja-la-voilure-en-france-20241111>

Les ports français sont parmi les plus mauvais du monde (IREF, 23 octobre, libre accès)

La Banque mondiale vient de publier l'édition 2023 de son [indice de performance des ports de conteneurs](#) dans le monde. Ce CPPI (pour Container Port Performance Index) compare le temps passé par les navires dans les ports.

Le décompte commence au moment où le navire arrive au mouillage jusqu'à sa sortie du port. Plus ce temps est court, mieux le port est classé. En 2023, c'est le port de Yangshan (Chine) qui tient la première place, suivi par Salalah (Oman) puis Carthagène (Colombie). Tanger (Maroc) est 4ème et Tanjung Pelepas (Malaisie) 5ème. (...)

Et les ports français ? (...)

Les ports français de Métropole se classent 215^{ème} (Brest), 217^{ème} (Bordeaux), 262^{ème} (Nantes-St Nazaire), 354^{ème} (Marseille) et 372^{ème} (Le Havre) sur 405 ports notés par la Banque mondiale. Bref, ils sont dans les profondeurs du classement. Pour un pays qui a le deuxième espace maritime mondial derrière les États-Unis, et la troisième entreprise mondiale de transport maritime de conteneurs (CGA-CGM), c'est affligeant et inquiétant. (...)

Cette piètre performance des [ports français](#) s'explique par une modernisation insuffisante, une [mainmise des syndicats](#) (essentiellement la CGT) qui organisent des grèves à répétition, et une réglementation tatillonne.

Pour remédier à la situation, le Gouvernement n'a rien trouvé de mieux, dans le projet de budget pour 2025, que d'instaurer une « taxe exceptionnelle » sur les grandes entreprises de fret maritime (c'est-à-dire CMA-CGM, c'est la seule), dont il espère tirer 500 millions d'euros.

Taxer plutôt que réformer, tel semble être la devise de Monsieur Barnier !

[Les ports français sont parmi les plus mauvais du monde - IREF Europe FR](#)

Le Figaro, 8 novembre, article payant

«Un gâchis humain et financier» : l'absentéisme des agents de la Ville de Paris sous le feu des critiques

DÉCRYPTAGE - Alors que le gouvernement entend lutter contre ce fléau chez les fonctionnaires, le cas de la Ville de Paris interpelle : en 2023, les agents de la municipalité ont été absents 39 jours en moyenne, selon un rapport. Des chiffres dénoncés par la droite locale.

Extraits :

La mairie de Paris est-elle championne [du monde d'absentéisme](#) ? Mardi, au Sénat, le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, est revenu sur ce sujet qu'il avait déjà développé quelques semaines plus tôt [dans nos colonnes](#). L'occasion pour le membre du gouvernement de pointer du doigt la gestion coûteuse des ressources humaines à la mairie de Paris, dans un contexte de disette budgétaire. Dans les rangs des agents de la capitale, «*le taux d'absentéisme atteint 9,14%, soit le double du secteur privé, a souligné le ministre. Le nombre de jours d'absence par agent et par an est assez parlant : 11,6 jours dans le privé, 14,5 jours dans la fonction*

publique, 39,6 jours à la Ville de Paris», a-t-il égrené, interpellé par la sénatrice Agnès Evren, lors des questions au gouvernement.

39,6 jours d'absence par an et par agent : l'exécutif ne pouvait rêver meilleur plaidoyer pour justifier [son projet de durcir](#) les conditions d'indemnisations des arrêts-maladies des fonctionnaires, comme le prévoit le budget de la Sécu. À première vue, aucun doute, les fonctionnaires de la Ville de Paris n'ont pas volé leur titre de champions de l'absentéisme. En parcourant le [rapport social unique 2023 de la municipalité](#), on constate que les agents «permanents», au nombre de 36.248, ont bien comptabilisé 1.435.760 jours ouvrés d'absence, tous motifs confondus, en 2023, ce qui correspond effectivement à une moyenne de 39,6 jours cette année-là.

Sollicitée par *Le Figaro*, la Ville de Paris préfère souligner la dynamique baissière des absences pour raisons de santé, résultat des «actions entreprises en matière de prévention de l'inaptitude, de mise en place de dispositifs passerelles ou d'accompagnement à la reconversion». (...)

Pas de quoi convaincre la sénatrice Agnès Evren, pour qui l'absentéisme «irrationnel» de la Ville de Paris résulte avant tout d'une «mauvaise gestion» des ressources humaines. Car les absences des agents parisiens ne se limitent pas aux seuls arrêts-maladie et assimilés. Juste derrière les congés de parentalité, viennent les absences pour grèves qui pèsent pour 5,3% des journées de travail manquées par les agents. Rien d'étonnant aux yeux de la sénatrice, qui revient sur le rôle qu'a joué l'édile lors de la dernière mobilisation sociale d'opposition à la réforme des retraites. (...)

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/un-gachis-humain-et-financier-l-absenteisme-des-agents-de-la-ville-de-paris-sous-le-feu-des-critiques-20241108>

Jacques de Larosière : Le Déclin français est-il réversible ? (Contrepoints, critique de livre, 14 octobre, libre accès)

Extraits :

Ancien directeur du Fonds monétaire international (1978-1987), puis gouverneur de la Banque de France (1987-1993) avant de devenir président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (1993-1998), Jacques de Larosière vient de faire paraître un livre dans lequel le lecteur de sensibilité libérale se plongera avec intérêt : *Le Déclin français est-il réversible ?* (Paris, Odile Jacob). On ne compte plus les livres et les articles qui décrivent par le menu le déclin économique, éducatif et culturel de notre pays. Mais, de son propre aveu, l'auteur entend ici retracer la genèse de ce déclin tout en proposant des solutions pour en sortir.

Le spectre du déclin ne plane certes pas seulement sur la France. Dans les pays scandinaves toutefois, nous dit l'auteur, les journalistes ont tendance à poser sans détours aux politiques des questions essentielles – quel est l'état des dépenses publiques, du budget de l'État, ou encore de la dette publique ? – sans possibilité pour les personnes interrogées de se dérober (p. 9). En France, par comparaison, les politiques de tous bords ont tendance à bavarder plus qu'à entreprendre les réformes qui devraient s'imposer, et nombre de journalistes sont enclins à se montrer conciliants, afin d'éviter les questions trop dérangeantes – chose qui contrevient d'ailleurs aux principes fondamentaux de l'éthique journalistique, qui est de toujours chercher et relater avec exactitude la vérité.

Dans son dernier livre, Jacques de Larosière tire donc le signal d'alarme : nos finances publiques et notre dette sont dans un état critique, et la situation continuera d'empirer si rien n'est fait pour y mettre un terme, un refus d'agir qui serait profondément irresponsable de la part de nos dirigeants et qui aurait des conséquences potentiellement désastreuses pour les générations à venir. Mais afin de pouvoir prendre de bonnes décisions pour le futur de notre pays, il conviendrait déjà pour Jacques de Larosière de nous défaire d'un certain nombre de servitudes d'ordre idéologique (p. 9-10) : servitude à l'égard des politiques de type keynésien d'augmentation de la demande globale, qui ne marchent pas et aggravent les déficits ; servitude à l'égard du discours rassurant, qui consiste à minimiser voire à mettre sous le tapis les graves problèmes économiques qui minent notre pays ; enfin, servitude du politiquement correct, qui n'est autre que le règne sans partage d'une

« pensée unique » qui exclut par principe les faits et les idées qui n'entrent pas dans son système d'interprétation du réel.

Un des enseignements du livre de Jacques de Larosière est que le déclin que connaît actuellement notre pays ne saurait être imputable à un quelconque faisceau de causes externes : si la performance économique de la France s'est dégradée, si sa croissance est freinée, et si notre taux de chômage reste trop élevé, ce n'est la faute ni de la mondialisation, ni de l'Amérique ni de quelque autre bouc émissaire commode : c'est au contraire en nous qu'il faut voir les causes de notre échec. Dans le domaine éducatif, si la France a été classée 26^e au sein de l'OCDE dans la publication du PISA 2022, c'est parce que notre enseignement s'est inexorablement délité ces dernières années. Et le fait que les jeunes ne maîtrisent pas tous, une fois arrivés à l'âge adulte, les fondamentaux du calcul et de la langue française, ne peut que les pénaliser de manière durable dans leur vie professionnelle et sociale, car ils se trouvent dès lors jetés dans une société dont ils méconnaissent largement le fonctionnement, et dans laquelle ils auront les plus grandes difficultés à s'insérer. Que faut-il faire pour renverser la tendance ? Plusieurs objectifs, nous dit l'auteur, devraient être poursuivis de manière prioritaire, comme donner davantage d'autonomie aux établissements éducatifs, améliorer le niveau des enseignants (p. 19), revaloriser la fonction enseignante, ou encore avoir un recours accru à l'initiative privée (associations caritatives, fondations...) afin de remédier aux carences du système hypercentralisé de notre Éducation nationale (p. 21).

Jacques de Larosière se montre également convaincant lorsqu'il remet en perspective les bons chiffres apparents de l'apprentissage en France. Longtemps considérée comme étant à la traîne vis-à-vis de l'Allemagne dans ce domaine, la France serait aujourd'hui en passe de rattraper son retard, étant susceptible de compter un million d'apprentis à horizon 2027. Un succès en trompe-l'œil car même si le nombre d'apprentis a été multiplié par plus de deux depuis 2019-2020, cela « vient essentiellement de l'octroi par l'État aux entreprises recrutant des apprentis d'une prime 'exceptionnelle' de 6 000 euros par an » (p. 22). Nous assistons en réalité dans notre pays à un dévoiement de l'apprentissage, lequel « tend désormais à devenir surtout un moyen commode pour les étudiants de trouver un emploi payé par l'État pendant qu'ils poursuivent leurs études supérieures » (p. 25). « Il permet aussi aux entreprises, ajoute l'auteur, de maintenir un niveau d'emploi satisfaisant grâce à l'aide publique » (ibid.).

Un autre volet important du livre est celui consacré à la débâcle des finances publiques. L'auteur nous rappelle que la dette publique de la France était de 20% du PIB en 1980, avant de monter à 111% en 2023 ! Elle est passée sur cette période de 100 milliards d'euros à environ 3 000 milliards ! (p. 51). De plus, nos déficits budgétaires ne cessent de s'alourdir. Comme l'IREF vient d'ailleurs de le [rappeler](#), nous célébrons cette année en France le triste anniversaire du 50^e déficit public consécutif ! Les dépenses publiques continuent leur folle course en avant : en 2023, c'est même le record planétaire de 57,3% du PIB qui a été atteint – contre 50,1% pour la moyenne de la zone euro (p. 52). Quant aux prélèvements obligatoires, c'est la même tendance qui s'observe : de 500 milliards d'euros en 1995, ils sont passés à 1 200 milliards en 2022, une hausse vertigineuse même si l'on tient compte de l'inflation (p. 53). Le jugement de l'auteur est sans appel : « Si nous voulons arrêter le déclin qui nous mine et qui risque de faire de la France un pays en voie de sous-développement, il est impératif et urgent de porter remède à notre situation des finances publiques » (p. 57-58).

Les problèmes auxquels la France d'aujourd'hui est confrontée ont pour origine non les supposés dysfonctionnements du capitalisme mais bien plutôt les déficiences de notre *système public* (p. 93). C'est à lui en effet qu'on doit notamment la dette publique abyssale, le délitement de notre système éducatif, ainsi que le chômage et la pauvreté dans notre pays. Il nous faut donc renverser la vapeur, conclut l'auteur, avant qu'il ne soit trop tard. « Si nous ne renversons pas la table, écrit-il, il y a de fortes chances pour que notre déclin continue jusqu'à la catastrophe dans quelques années ». (...)

[Jacques de Larosière : Le Déclin français est-il réversible ? - IREF Europe FR](#)